

UNIVERSALIA

Les événements, les hommes, les problèmes en 1986

2 x 330 / 1986

ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS FRANCE, ÉDITEUR À PARIS

- GRUMIAUX (A.), GRÜMMER (E.), KRAUS (L.), LEFÉBURE (Y.), PEARS (P.), TANSMAN (A.).
- René PASSERON, directeur de recherche au C.N.R.S. : CLERT (I.), MOORE (H.).
- Elvire PEREGO, rédactrice à la revue *Photographies* : PHOTOGRAPHIE (le grand retour du paysage) ; LARTIGUE (J.-H.), LEE (R.).
- Vladimir PESKA, chargé de cours à l'Inalco : SEIFERT (J.).
- Pierre-Yves PETILLON, professeur à l'E.N.S. : PYNCHON (T.).
- Jean PETITOT, directeur d'études à l'E.H.E.S.S. : PHILOSOPHIE (le nouveau débat sur la rationalité) ; THOM (R.).
- Colette PÉTONNET, directeur de recherche au C.N.R.S. : LA PAUVRETÉ DANS LES PAYS RICHES.
- Francis PETTER, docteur vétérinaire, docteur ès sciences, sous-directeur au Muséum national d'histoire naturelle : ZOOLOGIE.
- Elizabeth PICARD, chercheur à la Fondation nationale des sciences politiques, docteur en sciences politiques : LIBAN.
- Olivier PICARD, ancien élève de l'École normale supérieure, docteur d'État, professeur à l'université de Paris-X, directeur de l'École française d'Athènes : ARCHÉOLOGIE (l'École française d'Athènes).
- Françoise PICHON-MAMÈRE, docteur ès sciences économiques, assistante en économie et gestion à l'université de Paris-IV (Sorbonne) : LES CLUBS D'INVESTISSEMENT.
- José PIERRE, directeur de recherche au C.N.R.S., docteur ès lettres et sciences humaines : ANTONIN ARTAUD (DESSINS ET PORTRAITS) ; LABEL (R.), O'KEEFFE (G.).
- Jean PLANCHAIS, rédacteur en chef adjoint au journal *Le Monde* : PARIS DE BOLLARDIÈRE (J.).
- Christian POCIELLO, maître de conférences à l'université de Paris-Sud : JEUX DE VERTIGE ET EXPLOITS SOLITAIRES.
- Émile POULAT, directeur de recherche au C.N.R.S. et directeur d'études à l'E.H.E.S.S. : DANIEL (Y.).
- Marie-Aline PRAT, docteur de 3^e cycle d'histoire de l'art, journaliste, critique d'art : GASIOROWSKI (G.).
- Pierre PROVOYEUR, conservateur en chef du musée des Arts de la mode : LE MUSÉE DES ARTS DE LA MODE.
- Gilles QUINSAT, écrivain : BORGES (J. L.).
- Claude RABANT, philosophe, psychanalyste, ancien élève de l'École normale supérieure : CERTEAU (M. de).
- Bertrand RAISON, journaliste : HIKATA T.
- François RAMASSE, critique de cinéma : THÉRÈSE ; TARKOVSKI (A.).
- Jacques RANCIÈRE, agrégé de l'Université et docteur d'État en philosophie, maître de conférences à l'université de Paris-VIII : PHILOSOPHIE (la représentation du social).
- Jean RANGER, directeur de recherche au C.N.R.S., maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris : FRANCE (les élections législatives et régionales : les résultats).
- David RASAMUEL, directeur du Centre d'art et d'archéologie, maître assistant à l'université de Madagascar : ARCHÉOLOGIE (Madagascar).
- Yann RICHARD, chercheur au C.N.R.S. : SHARI'AT-MADĀRI (S. K.).
- Didier RIOUX, documentaliste au journal *Le Monde* : « La marche du temps ».
- Jean-Loup RIVIÈRE, critique et auteur d'études sur le théâtre, producteur à l'atelier de création radiophonique de France-Culture : LE DISCOURS AUX ANIMAUX.
- O. RJIGA, docteur ès sciences physiques et mathématiques : ASTRONOMIE (la surface de Vénus).
- Joëlle ROBERT-LAMBLIN, directeur de recherche au C.N.R.S. : GESSAIN (R.).
- Florian RODARI, éditeur, critique d'art : LE CHEMIN DE GAUGUIN.
- Henry ROUSSO, agrégé d'histoire, ancien élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud, chargé de recherche à l'Institut d'histoire du temps présent (C.N.R.S.) : MICHEL (H.).
- Jacques RUPNIK, chercheur à la F.N.S.P. : LONDON (A.).
- Gilbert SALACHAS, journaliste à *Télérama*, au *Point*, à *Phosphore*, éditeur, organisateur d'expositions sur le cinéma : COLUCHE.
- Josselyne SALAÛN, docteur ès sciences, chargée de recherche au C.N.R.S. : LE DOUARIN (N.).
- Jean-Pierre SALGAS, journaliste à *La Quinzaine littéraire* : PHILOSOPHIE (renouveau heideggérien ?).
- Georges Elia SARFATI, licencié en philosophie, chargé de cours à l'université de Paris-III, écrivain : U.R.S.S. (les Juifs en U.R.S.S.).
- Nadine SAUTEL, écrivain, critique littéraire : IKOR (R.).
- Christian SAUVAGE, responsable au Centre de formation des journalistes, collaborateur du *Journal du dimanche* : BESSE (G.), DEFFERRE (G.), MARJOLIN (R.).
- Jérôme SCHERR, président et propriétaire de la Jungle des perroquets, Miami (Floride) : ÉTHOLOGIE (les perroquets et leur « langage »).
- Jacques SCHOTTE, professeur, universités de Louvain : SZONDI (L.).
- Marc SCIALOM, docteur ès lettres : L'ENFER (de Dante).
- Bernard SESÉ, professeur à l'université Paris-X (Nanterre), directeur du Centre de recherches ibériques et latino-américaines : RULFO (J.).
- Joël SHAPIRO, chargé de cours à l'université de Paris-III (littérature comparée) : LES CANTOS.
- Jacques SICLIER, journaliste, critique de cinéma au journal *Le Monde* : FERNÁNDEZ (E.).
- Dusan SIDJANSKI, professeur à l'université de Genève et à l'Institut universitaire d'études européennes : OÙ EN EST LE NOUVEL ORDRE ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL ?
- Alfred SIMON, critique dramatique, historien du théâtre : ROGER BLIN.
- François de SINGLY, professeur à l'université de Haute-Bretagne, Rennes-II : LES STYLES DE VIE.
- Sergio SPOERER, docteur en sociologie, chercheur à l'Institut latino-américain d'études transnationales, Santiago : AMÉRIQUE DU SUD.
- Claire SQUIRES, médecin gynécologue, chargée de communication au musée des Sciences et Techniques : LA PROCRÉATION ARTIFICIELLE.
- Pierre SUBRA DE BIEUSSES, chargé de conférences à l'université de Paris-X : ESPAGNE (la vie politique).
- Marie-Odile SUPLIGEAU, psychanalyste : COOPER (D.).
- Serge SUR, professeur des universités, directeur adjoint de l'U.N.I.D.I.R. : FRANCE (les élections législatives et régionales : les conséquences).
- Michel TARDIEU, docteur ès lettres, directeur d'études à l'E.P.H.E. (V^e section, sciences religieuses) : PUECH (H.-C.).
- Michel TATU, éditorialiste au journal *Le Monde*, directeur du système SOVT de banques de données sur l'élite et les institutions soviétiques : U.R.S.S. (le début d'un nouveau règne).
- Roland TEFNIN, professeur ordinaire à l'université libre de Bruxelles : GILBERT (P.).
- Raymonde TEMKINE, ancienne élève de l'E.N.S., Fontenay-aux-Roses, critique dramatique des revues *Europe* et *Acteurs* : L'AVARE.
- Jean-Claude TERRASSON, docteur en philosophie, chargé de cours à l'université de Paris-I : MATHÉMATIQUES.
- Marc THIVOLET, écrivain : GRAPHISTES POLONAIS ; EXCOFFON.
- Marie-France TOINET, chargée de recherche au C.E.R.I. de la F.N.S.P. : HARRIMAN (W. A.), JAVITS (J.).
- François TRÉMOLIÈRES : CHOIX DE LETTRES DE JEAN PAULHAN..., MORPHOGENÈSE DU SENS.
- Alain TRUCHAUD, pharmacien biologiste, docteur en pharmacie, maître ès sciences de biochimie, ancien assistant des hôpitaux de Paris : BIOLOGIE MÉDICALE (le marché des réactifs biomédicaux).
- Michel TURPIN, agrégé de l'Université, maître de conférences à l'université de Tours : MALAMUD (B.).
- Caroline E. G. TUTIN, Ph. D. en zoologie, université d'Édimbourg, Research Fellow, Psychology Department, université de Stirling (Écosse), en détachement au Centre international de recherches médicales de Franceville (Gabon) : ÉTHOLOGIE (la vie des gorilles).
- Y. TYOUFLINE, candidat ès sciences techniques : ASTRONOMIE (la surface de Vénus).
- Bernard VALADE, maître de conférences à l'université de Paris-IV (Sorbonne) : L'IDÉOLOGIE, LE DUEL DANS LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE DES XVI^e-XVII^e SIÈCLES, LE RETOUR DE LA DROITE.
- Anouchka VASAK, ancienne élève de l'École nationale supérieure de Fontenay-aux-Roses, agrégée de lettres modernes : MARAT-SADE.
- Martine VASSELIN, ancienne élève de l'École normale supérieure de jeunes filles, docteur en histoire de l'art, chargée de cours à l'université de Provence : MÉDITATIONS SUR UN CHEVAL DE BOIS..., MNÉMOSYNE, LE VOYAGEUR PASSIONNÉ.
- Thanos VEREMIS, professeur associé d'histoire politique, université d'Athènes, faculté de science politique : KANELLOPOULOS (P.).
- François VUILLEUMIER, conservateur du département d'ornithologie à l'American Museum of Natural History, New York : ÉCOLOGIE (colonisation des milieux insulaires).
- Alain WASMES, journaliste : ITALIE (la nouvelle mafia).
- Francis WYBRANDS, écrivain : LE COMMIS.
- Alain ZECCHINI, journaliste : ÉDITION (les cent soixante ans d'Hachette).

TABLE DES MATIÈRES

1. La Marche du temps

A. LORSIGNOL-CRESSARD, É. MASUREL, D. RIOUX
(avec la collaboration de C. DE MARICOURT et de D. DE MONTVALON)

11

Repères événementiels

2. Points d'histoire

| | | |
|---|-------------------------|-----|
| LE RISQUE TECHNOLOGIQUE MAJEUR | P. LAGADEC | 93 |
| L'ÉCONOMIE DE L'ESPACE | A. DUPAS | 99 |
| LA PROCRÉATION ARTIFICIELLE | C. SQUIRES | 107 |
| OUÛ EN EST LE NOUVEL ORDRE ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL ? | D. SIDJANSKI | 113 |
| LA PAUVRETÉ DANS LES PAYS RICHES | C. PÉTONNET | 120 |
| LES SOCIÉTÉS RURALES DANS LES PAYS INDUSTRIALISÉS | R.-M. LAGRAVE | 127 |
| AMÉRIQUE LATINE : LES ÉCONOMIES INFORMELLES | A. LABROUSSE | 135 |
| AFRIQUE NOIRE : LA SUCCESSION DES CHEFS D'ÉTAT | J. DU BOIS DE GAUDUSSON | 142 |
| L'INFORMATION EN UNION SOVIÉTIQUE | | |
| ET DANS LES AUTRES PAYS SOCIALISTES | G. MOND | 147 |
| LA LÉGITIMITÉ | F. BOURRICAUD | 153 |
| LES TERRORISMES | A.-M. AUTISSIER | 159 |

3. Thèmes et Problèmes

| | | | | |
|--|-----------------------------|-----|---|---------------------------|
| AFRIQUE DU SUD | | | | |
| La montée des pressions extérieures | D. C. BACH | 169 | ÉDUCATION - L'école maternelle | C. GUIGON 225 |
| AFRIQUE DU SUD - Les Zulu | J.-P. COQUEREL | 172 | ÉGYPTE - Une difficile troisième voie | A. GRESH 228 |
| ALLEMANDE (République démocratique) | | | ENSEIGNEMENT | |
| La continuité politique | H. MÉNUDIER | 175 | Les instituts universitaires de technologie | C. DUFOUR 230 |
| AMÉRIQUE DU SUD - La coopération politique | S. SPOERER | 177 | ENVIRONNEMENT - Le dépérissement | C. BARTHOD, |
| ASTRONOMIE | A. BOGOMOLOV, V. BARSOUKOV, | | des forêts en Europe tempérée | M. BONNEAU, M. MULLER 233 |
| La surface de Vénus | O. RIJGA, A. BAZILEVSKI, | | ÉQUIPEMENT - Égouts et assainissement | |
| | Y. TYOULINE | 180 | en région parisienne | D. GARDIN 237 |
| ASTRONOMIE | | | ESPACE - La station orbitale Mir | N. KARDACHEV 241 |
| L'exploration de la comète de Halley | M. FESTOU | 183 | ESPAGNE - La vie politique | P. SUBRA DE BIEUSSES 244 |
| ASTROPHYSIQUE - Les nouvelles générations | | | ÉTHOLOGIE | |
| de grands télescopes optiques terrestres | P. LÉNA | 187 | La défense du territoire | M. CUISIN, L. MARION 247 |
| BIOLOGIE - Polymorphisme humain | | | ÉTHOLOGIE - La vie des gorilles | C. E. G. TUTIN 252 |
| et bases biologiques de l'individualité | L. DEGOS | 192 | ÉTHOLOGIE | J. W. SCHERR, |
| BIOLOGIE MÉDICALE | | | Les perroquets et leur « langage » | B. CHAUVIN 255 |
| Le marché des réactifs biomédicaux | A. TRUCHAUD | 195 | FRANCE - L'année politique | J. CHARLOT 259 |
| BRÉSIL - Le tournant | L. F. DE ALENCASTRO | 197 | FRANCE | |
| CHYPRE - Une île à la dérive | C. CHICLET | 200 | Le Conseil économique et social | R. PARANQUE 263 |
| CLIMATOLOGIE - La sécheresse | D. L. CADET | 202 | FRANCE - Élections législatives et régionales : | |
| DJIBOUTI - Dix ans d'indépendance | R. OTAYEK | 207 | La campagne | T. FERENCZI 265 |
| ÉCOLOGIE | | | Les résultats | J. RANGER 268 |
| Colonisation des milieux insulaires | F. VUILLEUMIER | 209 | Les conséquences | S. SUR 273 |
| ÉCOLOGIE - Les écosystèmes hydrothermaux | | | GÉOPHYSIQUE - Le programme Kaiko | P. HUCHON 276 |
| des fonds océaniques | L. LAUBIER | 214 | GRANDE-BRETAGNE | |
| ÉDITION - La bande dessinée : | | | Où va le thatchérisme ? | J. LERUEZ 281 |
| un univers en voie de restructuration | Y. FRÉMION | 217 | HAÏTI - L'année de la délivrance | Y. HARDY 284 |
| ÉDITION | | | INFORMATIQUE - Les images synthétiques | M. LUCAS 287 |
| Les cent soixante ans d'Hachette | A. ZECCHINI | 220 | IRLANDE DU NORD - L'accord anglo- | |
| ÉDITION - Le roman sentimental | P. JAFFRAY | 222 | irlandais de 1985 et ses conséquences | P. JOANNON 293 |
| | | | ITALIE - La nouvelle mafia | A. WASMES 295 |

| | | | | | |
|--|--------------------------------|-----|---|----------------------|-----|
| LIBAN - L'impuissance des Nations unies au Liban Sud | E. PICARD | 297 | PHILIPPINES - Le temps des miracles | P. BURG | 331 |
| LIBYE - Le prix de la récession | F. BURGAT | 300 | PHILOSOPHIE Le nouveau débat sur la rationalité | F. GIL et J. PETITOT | 334 |
| MAROC - Vingt-cinq ans de règne ou l'avènement d'une démocratie contrôlée | M. DUTEIL | 303 | PHILOSOPHIE - Le champ du questionnement | M. MEYER | 336 |
| MATHÉMATIQUES Pavages et métamorphoses des pavages | C. LÉGER et J.-C. TERRASSON | 305 | PHILOSOPHIE - La représentation du social | J. RANCIÈRE | 338 |
| MÉCÉNAT Le mécénat et la création plastique | M. BOUISSET | 312 | SOCIÉTÉ - L'avenir des assurances en France | J. GARNIER | 340 |
| MEXIQUE - Nouveaux défis | M.-C. BARRE | 314 | SOCIÉTÉ Les enfants du « babyboom » au pouvoir | H. LANDIER | 343 |
| NUCLÉAIRE - La catastrophe de Tchernobyl | F. COGNÉ | 317 | TÉLÉVISION - L'adaptation des programmes aux impératifs industriels | A. GUÉDEZ | 346 |
| NUCLÉAIRE Mururoa : vingt ans d'expérimentations | L. MICHAUD | 322 | TRAVAIL Les paysagistes et les nouvelles professions de l'aménagement et de l'urbanisme | F. DUBOST | 350 |
| OUGANDA La réconciliation nationale à l'épreuve | M. MUKAMABANO | 326 | U.R.S.S. - Le début d'un nouveau règne | M. TATU | 352 |
| PÉROU - Le Pérou d'Alan García | A. LABROUSSE | 329 | U.R.S.S. - Les juifs en U.R.S.S. | G. E. SARFATI | 356 |
| | | | YÉMEN DU SUD Lutte pour le pouvoir à Aden | A. GRESH | 360 |

4. La Vie au quotidien

| | | |
|--|------------------|-----|
| « SPORT IS MONEY » | J. DURRY | 367 |
| LES ARTS MARTIAUX | J.-P. CLÉMENT | 374 |
| JEUX DE VERTIGE ET EXPLOITS SOLITAIRES | C. POCIELLO | 379 |
| LES LOISIRS TECHNIQUES | C. LAMMING | 384 |
| LA CONTREFAÇON | C. DELANGHE | 388 |
| LES CLUBS D'INVESTISSEMENT | F. PICHON-MAMÈRE | 392 |
| L'ÉCOLE AU CONFLUENT DES CULTURES | R. CHABANNES | 397 |
| ÉTUDES DE STYLES DE VIE | F. DE SINGLY | 401 |
| L'ÉROTISME DANS TOUS SES ÉBATS | A. BÉJIN | 406 |

5. La Culture et les Œuvres

La Culture en mouvement

| | | | | | |
|--|----------------|-----|--|--------------------|-----|
| ARCHÉOLOGIE - L'École française d'Athènes | O. PICARD | 413 | MUSIQUE - Une nouvelle esthétique de l'écoute : le disque compact | C. DESHOULIÈRES | 437 |
| ARCHÉOLOGIE - Madagascar | D. RASAMUEL | 414 | PEINTURE - Kandinsky : bilan de quinze années de recherche | J.-P. BOUILLON | 438 |
| ARCHITECTURE - La ré-actualisation des architectures en terre crue | J. DETHIER | 417 | PEINTURE - La miniature moghole : mécénat impérial et reflet d'une idéologie | A. OKADA | 440 |
| CINÉMA - La restauration des films | B. EISENSCHITZ | 419 | PHILOSOPHIE - Renouveau heideggérien ? | J.-P. SALGAS | 442 |
| CULTURE - L'identité de frontière | C. MAGRIS | 421 | PHOTOGRAPHIE - Le grand retour du paysage | E. PEREGO | 444 |
| CULTURE - La publication des textes sumériens et accadiens trouvés à Emar | D. ARNAUD | 423 | RECHERCHE - La V ^e section (sciences religieuses) de l'École pratique des hautes études | M. DETIENNE | 446 |
| CULTURE Vienne à Paris : mode ou conversion ? | X.-Y. LANDER | 425 | SCIENCES HUMAINES Georges Dumézil : le renouvellement des études indo-européennes | M. OLENDER | 448 |
| DANSE - Le folklore des pays de France | J.-M. GUILCHER | 427 | THÉÂTRE - Itinéraires de la scénographie française | G. BANU | 450 |
| HISTOIRE Le centenaire de miss Liberty | B. DE LAFARGUE | 430 | URBANISME Trieste, cité néo-classique | J.-P. MOUILLESEAUX | 451 |
| HISTOIRE La psychohistoire au goût du jour | J.-M. BIZIÈRE | 431 | ZOOLOGIE - La Zoothèque du Muséum national d'histoire naturelle | F. PETTER | 453 |
| LITTÉRATURE - Le sentiment biographique | D. OSTER | 432 | | | |
| MUSÉES - Le musée d'Orsay : les grosses horloges sont à l'heure | A. CHASTEL | 433 | | | |
| MUSIQUE Les ensembles de musique contemporaine | M. DEVAUX | 435 | | | |

Les Faits culturels

| | | |
|---|-------------|-----|
| AFTER HOURS (film de Martin Scorsese) | P. BONITZER | 455 |
| LES AGORAS MÉDITERRANÉENNES | H. KEMPF | 456 |
| L'ÂME SŒUR (film de Fredi Murer) | J. COLLET | 456 |
| ANTONIN ARTAUD. DESSINS ET PORTRAITS (album de Paule Thévenin et Jacques Derrida) | J. PIERRE | 457 |

| | | |
|---|-------------------------------|-----|
| L'ART AZILIEN (livre de Claude Couraud) | M. ORLIAC | 459 |
| L'AVARE (pièce de Molière, mise en scène de Roger Planchon) | R. TEMKINE | 460 |
| JEAN-SÉBASTIEN BACH : TROIS NIVEAUX DE LECTURE | P.-P. LACAS | 461 |
| LA BATAILLE DE CENT ANS. HISTOIRE DE LA PSYCHANALYSE EN FRANCE, 1925-1985 (livre d'Élisabeth Roudinesco) | J. NOBÉCOURT | 462 |
| BIOLOGIE MOLÉCULAIRE DE LA CELLULE (livre de James Watson & al.) | A. KAHN | 462 |
| LES CANTOS (livre d'Esra Pound) | J. SHAPIRO | 463 |
| LA CHAIR IMPASSIBLE (livre de Piero Camporesi) | A.-M. LECOQ | 464 |
| LE CHEMIN DE GAUGUIN, GENÈSE ET RAYONNEMENT (exposition au musée du Prieuré, Saint-Germain-en-Laye) | F. RODARI | 465 |
| CHOIX DE LETTRES DE JEAN PAULHAN (1917-1936). CORRESPONDANCE AVEC FRANCIS PONGE (1923-1968) | F. TRÉMOLIÈRES | 466 |
| LE CINÉMA ITALIEN DES ORIGINES AU NÉO-RÉALISME | J.-P. JEANCOLAS | 467 |
| LE COMMIS (livre de Robert Walser) | F. WYBRANDS | 469 |
| LE CORPS HUMAIN EST-IL TRANSPARENT ? (livre de Claude Broussouloux et André Bonnin) | M. LAVAL-JEANTET | 469 |
| LA DANSE DE L'UNIVERS (exposition au palais de la Découverte, Paris) | M.-S. DETGEUF et M. FROISSART | 470 |
| DE LA SUPÉRIORITÉ DE L'ANGLETERRE SUR LA FRANCE. L'ÉCONOMIQUE ET L'IMAGINAIRE, XVII ^e -XX ^e SIÈCLE (livre de François Crouzet) | P. MOUGENOT | 471 |
| LE DISCOURS AUX ANIMAUX (pièce de Valère Novarina) | A. GUNTHERT et J.-L. RIVIÈRE | 471 |
| LE DUEL DANS LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE DES XVI ^e -XVII ^e SIÈCLES (livre de François Billacois) | B. VALADE | 472 |
| L'ÉGLISE, C'EST UN MONDE. L'ECCLÉSIOSPHÈRE (livre d'Émile Poulat) | É. GOICHOT | 473 |
| ÉLECTRE (tragédie de Sophocle, mise en scène d'Antoine Vitez) | P. CHARVET | 474 |
| L'ENFER DE DANTE (traduction de Jacqueline Risset) | M. SCIALOM | 475 |
| ROGER EXCOFFON (exposition à l'hôtel de la Monnaie, Paris) | M. THIVOLET | 476 |
| LA FRANCE CONTESTE DE 1600 À NOS JOURS (livre de Charles Tilly) | P. MOUGENOT | 477 |
| WILHELM FURTWÄNGLER OU LA PERMANENCE DE L'INTERPRÉTATION | A. PÂRIS | 478 |
| LE GALATÉ AU BOIS (livre d'Andrea Zanzotto) | J.-M. GARDAIR | 479 |
| LA GALERIE D'ULYSSE À FONTAINEBLEAU (livre de Sylvie Béguin, Jean Guillaume et Alain Roy) | C. MIGNOT | 480 |
| GINGER ET FRED (film de Federico Fellini) | G. LEGRAND | 481 |
| GÖDEL, ESCHER, BACH : LES BRINS D'UNE GUIRLANDE ÉTERNELLE (livre de Douglas Hofstadter) | Y. BOULIGAND | 482 |
| LES GRAPHISTES POLONAIS (exposition au musée de la Publicité, Paris) | M. THIVOLET | 483 |
| HISTOIRE DES COULEURS (livre de Manlio Brusatin) | C. MATOSSIAN-OLIVEIRA | 484 |
| HISTOIRE DES ESPAGNOLS (livre de Bartolomé Bennassar) | M. DRAIN | 485 |
| L'IDÉOLOGIE (livre de Raymond Boudon) | B. VALADE | 486 |
| L'INCORONAZIONE DI POPPEA de Claude Monteverdi et XERSE de Francesco Cavalli (disques) | C. DESHOULIÈRES | 486 |
| JOURNAL 1939-1940 (de Raymond Queneau) | D. OSTER | 487 |
| KLIMT : BEETHOVEN (livre de Jean-Paul Bouillon) | N. DUBREUIL-BLONDIN | 488 |
| LE LECTEUR INTIME (livre de Jean Rousset) | R. MILLET | 489 |
| MAINE-OCÉAN (film de Jacques Rozier) | C. MERCIER | 490 |
| MARAT-SADE (pièce de Peter Weiss, mise en scène de Walter Le Moli) | A. VASAK | 491 |
| MARTIN L'ARCHANGE (livre de Philippe Boutry et Jacques Nassif) | M. DAVID-MÉNARD | 492 |
| MÉDITATIONS SUR UN CHEVAL DE BOIS ET AUTRES ESSAIS SUR LA THÉORIE DE L'ART (livre d'Ernst H. Gombrich) | M. VASSELIN | 493 |
| MNÉMOSYNE (livre de Mario Praz) | M. VASSELIN | 494 |
| MORPHOGENÈSE DU SENS - I. POUR UN SCHÉMATISME DE LA STRUCTURE (livre de Jean Petitot-Cocardo) | F. TRÉMOLIÈRES | 495 |
| LE MOYEN ÂGE RETROUVÉ (livre de Louis Grodecki) | A. ERLANDE-BRANDENBURG | 496 |
| LE MUSÉE DES ARTS DE LA MODE | P. PROVROYEUR | 497 |
| NE PAS DÉRANGER et UNE SERRE SUR L'EAST RIVER (livres de Muriel Spark) | C. JORDIS | 498 |
| LE NIGERIA CONTEMPORAIN (livre sous la direction de Daniel C. Bach) | C. COULON | 499 |
| NI PAIX NI GUERRE (livre d'Hélène Carrère d'Encausse) | R. LOMME | 500 |
| LA NORME ET LE CAPRICE (livre de Francis Haskell) | J.-C. BOYER | 501 |
| L'ŒIL DU QUATTROCENTO (livre de Michaël Baxandall) | N. HEINICH | 502 |
| L'ŒUF MAGIQUE et THE DREAM IS ALIVE (films projetés à la Géode, Cité des sciences et de l'industrie de La Villette) | B. FERRIOT | 503 |
| ŒUVRES I (de George Berkeley) | M. BLAY | 504 |
| ŒUVRES PHILOSOPHIQUES et OPUS POSTUMUM (d'Emmanuel Kant) | F. GIL | 504 |
| L'ORGUE RESTAURÉ DE LA CATHÉDRALE DE RODEZ | P.-P. LACAS | 505 |
| QU'EST-CE QUE LA SCULPTURE MODERNE ? (exposition au Centre Georges-Pompidou, Paris) | G. LASCAULT | 506 |
| LE RAYON VERT (film d'Eric Rohmer) | J. COLLET | 508 |
| REMATÉRIALISER (livre de François Dagognet) | F. GIL | 509 |
| RENAISSANCE ET PSEUDO-RENAISSANCE (livre de Federico Zeri) | A.-M. LECOQ | 509 |
| LE RETOUR DE LA DROITE (livre de François Bourricaud) | B. VALADE | 510 |
| ROGER BLIN, SOUVENIRS ET PROPOS (recueillis par Lynda Bellity Peskine) | A. SIMON | 511 |
| LE SACRIFICE (film d'Andréï Tarkovski) | M. ESTÈVE | 512 |
| SAINTE-BENOÎT-SUR-LOIRE ET LA SCULPTURE DU XI ^e SIÈCLE (livre d'Éliane Vergnolle) | A. MUSSAT | 513 |
| ALEXANDRE SCRIABINE : SEPT SONATES, LES DOUZE ÉTUDES OP. 8, par Vladimir Sofronitzki (disques) | P. DULAC | 514 |
| LA SCULPTURE FRANÇAISE DU XIX ^e SIÈCLE (exposition au Grand Palais, Paris) | V. HUCHARD | 515 |
| SCYLLA ET GLAUCUS (opéra de Jean-Marie Leclair, représenté à Lyon et enregistré par Erato) | H. HALBREICH | 517 |
| LA SICILE ANTIQUE, DES ORIGINES À L'ÉPOQUE BYZANTINE (livre de Moses I. Finley) | M. GRAS | 518 |
| SIX PERSONNAGES EN QUÊTE D'AUTEUR (pièce de Luigi Pirandello, mise en scène de Jean-Pierre Vincent et Bruno Boëglin) | B. DORT | 519 |

LA STATUE DE LA LIBERTÉ (exposition au musée d'Arts décoratifs, Paris)
 STIMMUNG et « KATHINKA'S GESANG » (œuvre musicale de Karlheinz Stockhausen)
 THÉRÈSE (film d'Alain Cavalier)
 LA VIE ET LA MORT INJUSTES DES FEMMES et POÈMES (livres de Luxun)
 LE VOYAGEUR PASSIONNÉ (livre de Bernard Berenson)

S. BELLENGER 520
 M. GAGNARD 521
 F. RAMASSE 522
 M. LOI 523
 M. VASSELIN 524

6. Vies et Portraits

Les Vies

| | | | | | |
|-----------------------------------|------------------------------|-----|---|---------------------|-----|
| ABELLIO (Raymond) | M. CAMUS | 527 | HAYDEN (Sterling) | C. BEYLIE | 568 |
| ARLAND (Marcel) | J. DUVIGNAUD | 527 | HERBERT (Frank) | Y. FRÉMION | 569 |
| BAYAR (Célat) | R. MANTRAN | 528 | HIJIKATA Tatsumi | B. RAISON | 570 |
| BEAUVOIR (Simone de) | G. FRAISSE | 529 | HUBBARD (L. Ron) | J.-F. MAYER | 571 |
| BESSE (Georges) | C. SAUVAGE | 530 | IKOR (Roger) | N. SAUTEL | 571 |
| BEULLAC (Christian) | P. CAMOUS | 531 | ISHERWOOD (Christopher) | G. BARBDETTE | 572 |
| BEUYS (Joseph) | M. BOUISSET | 532 | JARVIS (Howard) | J.-C. MAITROT | 573 |
| BONNAY (Charles) | C. CAUJOLLE | 533 | JAVITS (Jacob) | M.-F. TOINET | 573 |
| BORGES (Jorge Luis) | G. QUINSAT | 533 | JOFFROY (René) | H. DELPORTE | 574 |
| BURRI-BISCHOF (Rosellina) | C. CAUJOLLE | 534 | JONES (Thad) | P. BRETON | 575 |
| CAGNEY (James) | A.-C. COHEN | 535 | KALDOR (Nicholas) | G. GRELLET | 575 |
| CASSOU (Jean) | C. COUFFON | 536 | KANELLOPOULOS (Panayotis) | T. VEREMIS | 576 |
| CERTEAU (Michel de) | D. JULIA et C. RABANT | 536 | KAUFMAN (Bob) | Y. LE PELLEC | 576 |
| CLERT (Iris) | R. PASSERON | 538 | KEKKONEN (Urho) | H. JALANTI | 577 |
| COLUCHE (Michel COLUCCI, dit) | G. SALACHAS | 539 | KRAUS (Lili) | A. PÂRIS | 577 |
| COOPER (David) | M.-O. SUPLIGEAU | 540 | KRISHNAMURTI | P. BANÂTRE-TERZIDIS | 578 |
| COUSINS (Frank) | R. MARX | 540 | LACROIX (Jean) | É. BORNE | 579 |
| DANIEL (Glyn) | J.-P. MOHEN | 541 | LARTIGUE (Jacques-Henri) | E. PEREGO | 580 |
| DANIEL (Yvan) | É. POULAT | 542 | LEBEL (Robert) | J. PIERRE | 581 |
| DASSAULT (Marcel) | J.-C. MAITROT | 542 | LÊ DUAN | P. DEVILLERS | 582 |
| DEFFERRE (Gaston) | C. SAUVAGE | 543 | LEE (Russell) | E. PEREGO | 582 |
| DESLANDRES (Yvonne) | G. GARNIER | 544 | LEFÉBURE (Yvonne) | A. PÂRIS | 583 |
| DING Ling | M. LOI | 545 | LEHNINGER (Albert L.) | P. KAMOUN | 584 |
| DIOP (Cheikh Anta) | J. DEVISSE | 546 | LÉKAI (László) | J. BOÓR | 584 |
| DUMÉZIL (Georges) | E. U. | 547 | LE LURON (Thierry) | G. COHEN | 585 |
| DURUFLÉ (Maurice) | A. PÂRIS | 547 | LEROI-GOURHAN (André) | M. BRÉZILLON | 585 |
| ELIADE (Mircea) | M. OLENDER | 548 | LIFAR (Serge) | P. LARTIGUE | 586 |
| EYDOUX (Henri-Paul) | J. ANDREAU | 549 | LOEWY (Raymond) | R.-H. GUERRAND | 587 |
| FERNÁNDEZ (Emilio) | J. SICLIER | 550 | LONDON (Artur) | J. RUPNIK | 588 |
| FINLEY (Moses) | M.-F. BASLEZ | 551 | MACHEL (Samora Moises) | D. MARTIN | 589 |
| FOURNIER (Pierre) | A. PÂRIS | 552 | MACMILLAN (Harold) | R. MARX | 589 |
| FRANCE (Henri de) | M. CHAUVIERRE | 553 | MALAMUD (Bernard) | M. TURPIN | 590 |
| GARDET (Louis) | O. CARRÉ | 553 | MARJOLIN (Robert) | C. SAUVAGE | 591 |
| GASIOROWSKI (Gérard) | M.-A. PRAT | 554 | MASSIN (Jean) | P.-P. LACAS | 592 |
| GENET (Jean) | J.-B. MORALY | 555 | MAYEKAWA ou MAEKAWA Kunio | F. CHASLIN | 592 |
| GERSTENMAIER (Eugen) | H. MÉNUDIER | 557 | MICHEL (Henri) | H. ROUSSO | 593 |
| GESSAIN (Robert) | J. ROBERT-LAMBLIN | 557 | MILLAND (Ray) | A.-C. COHEN | 594 |
| GILBERT (Pierre) | R. TEFNIN | 558 | MINNELLI (Vincente) | A.-C. COHEN | 594 |
| GLANGEAUD (Louis) | M. MATTAUER et J. L. MERCIER | 559 | MOLOTOV (Viatcheslav Mikhaïlovitch SKRIABINE, dit) | R. LOMME | 595 |
| GLUBB PACHA (Sir John BAGOT, dit) | R. MARX | 560 | MOORE (Henry) | R. PASSERON | 596 |
| GMEINER (Hermann) | C. GUIGON | 561 | O'KEEFFE (Georgia) | J. PIERRE | 597 |
| GOODMAN (Benny) | P. BRETON | 561 | O'NEILL (Alexandre) | R. BRÉCHON | 598 |
| GRABAR (Pierre) | J. ALOUF | 563 | PALME (Olof) | J. PARENT | 598 |
| GRANT (Cary) | A.-C. COHEN | 564 | PALMER (Lilli) | A.-C. COHEN | 599 |
| GRINDAT (Henriette) | C. CAUJOLLE | 565 | PARIS DE BOLLARDIÈRE (Jacques) | J. PLANCHAIS | 600 |
| GROSLIER (Bernard Philippe) | D. LOMBARD | 565 | PARISE (Goffredo) | J.-M. GARDAIR | 600 |
| GRUMIAUX (Arthur) | A. PÂRIS | 566 | PEARS (Peter) | A. PÂRIS | 601 |
| GRÜMMER (Elisabeth) | A. PÂRIS | 567 | PELLEGRINO (Michele) | M. GUASCO | 601 |
| HAAS (Ernst) | C. CAUJOLLE | 567 | POUILLON (Fernand) | R.-H. GUERRAND | 602 |
| HARRIMAN (W. Averell) | M.-F. TOINET | 568 | PREMINGER (Otto) | B. EISENSCHITZ | 603 |

| | | | |
|----------------------------------|-----------------|-------------------------|---------------------|
| PUECH (Henri-Charles) | M. TARDIEU 604 | TAGLIAFERRO (Magda) | P. BRETON 611 |
| RULFO (Juan) | B. SESÉ 605 | TANSMAN (Alexandre) | A. PÂRIS 611 |
| SCHNEIDER (Gérard) | E. LEBOVICI 606 | TARKOVSKI (Andrei) | F. RAMASSE 612 |
| SEIFERT (Jaroslav) | V. PESKA 606 | TIERNO GALVAN (Enrique) | J. BÉCARUD 613 |
| SEMIONOV (Nikolaï Nikolaïevitch) | Y. KHARITON 607 | VAN HEIJENOORT (Jean) | P. BROUÉ 613 |
| SHARI'AT-MADĀRI (Seyyed Kāzem) | Y. RICHARD 608 | VIANNAY (Philippe) | C. LETEINTURIER 614 |
| SHINWELL (Emanuel) | R. MARX 609 | WILSON (Teddy) | P. BRETON 615 |
| SZONDI (Leopold) | J. SCHOTTE 609 | | |

Les Portraits

| | | | |
|-------------------------|-------------------------------|-------------------|--------------------|
| BOURGOIS (Christian) | H. JUIN 616 | MEIER (Richard) | F. CHASLIN 627 |
| FINNBOGADOTTIR (Vigdís) | B. DE LAFARGUE 617 | PYNCHON (Thomas) | P.-Y. PETILLON 628 |
| FOSTER (Norman) | F. CHASLIN 619 | SAUVY (Alfred) | A. GIRARD 630 |
| GRANGER (Gilles Gaston) | C. IMBERT 621 | SCELSI (Giacinto) | H. HALBREICH 633 |
| HONECKER (Erich) | H. MÉNUDIER 623 | TAZIEFF (Haroun) | J. LACOUTURE 635 |
| LE DOUARIN (Nicole) | J. SALAÜN et F. DIETERLEN 625 | THOM (René) | J. PETITOT 636 |

Repères cumulatifs

Le présent volume,
achevé d'imprimer
le six mars mil neuf cent quatre-vingt-sept
sur satimat des papeteries Arjomari-Prioux,
a été composé et imprimé par Maury à Malesherbes
et relié par Brun à Malesherbes.
Photogravure exécutée
par Offset 94 à Créteil
et Diafane à Paris.

Printed in France

Où en est le nouvel ordre économique international ?

Dusan Sidjanski

Plus de dix ans après le lancement de l'idée du nouvel ordre économique international (N.O.E.I.) par l'Assemblée générale des Nations unies, quel est le bilan des progrès réalisés ? L'impression générale est que, après avoir suscité de grands espoirs, ce projet semble avoir perdu de son actualité face aux mesures d'urgence et de sauvegarde qu'exige la crise économique mondiale. Au début des années soixante-dix, la conjoncture internationale n'interdisait pas, malgré quelques signes alarmants, l'espoir de voir naître un N.O.E.I. qui tint davantage compte du poids croissant du Tiers Monde. Les règles du jeu établies dans l'après-guerre reflétaient une situation principalement dominée par les États-Unis, dont le P.N.B. représentait plus d'un tiers du P.N.B. mondial, et leurs alliés occidentaux. La répartition des poids politico-économiques a été modifiée par l'irruption de nouveaux pays indépendants qui forment le Tiers Monde. Cette transformation de la scène mondiale, ainsi que la reconstruction des économies détruites par la guerre, conduit à une diminution relative de la prépondérance des États-Unis qui, en 1970, représentaient le quart du P.N.B. mondial. Les règles et les institutions établies dans l'immédiat après-guerre ne reflètent plus d'une manière fidèle la nouvelle configuration mondiale. En effet, parmi de nombreuses organisations internationales, en matière économique notamment, la C.N.U.C.E.D. est celle qui, mise en œuvre à partir de 1964, traduit le mieux les changements intervenus mais aussi les aspirations du Tiers Monde. C'est d'ailleurs à travers la C.N.U.C.E.D. que le Tiers Monde élabore ses politiques et ses revendications. Cet élan en faveur du développement, du changement structurel et des transformations institutionnelles au bénéfice du Tiers Monde, c'est-à-dire la naissance du N.O.E.I., coïncide avec la crise économique mondiale. D'où la question de savoir si les initiatives de mise en place du N.O.E.I. ont encore une signification réelle dans la difficile conjoncture que traversent tant les pays industriels que les pays en développement.

Objectifs du N.O.E.I.

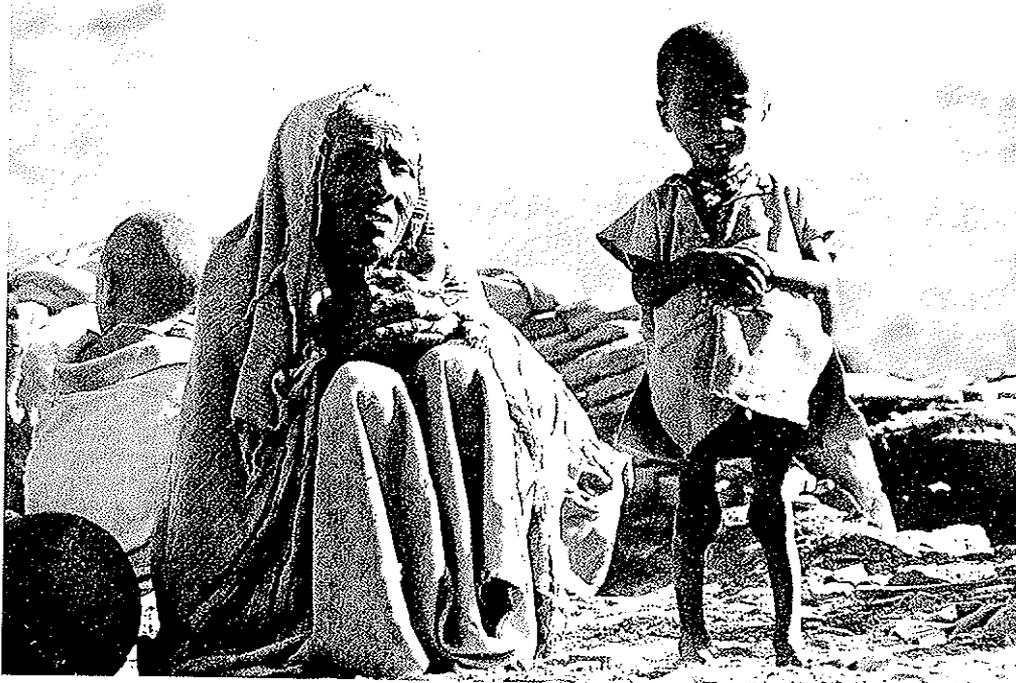
Le N.O.E.I. a pour objectif de réformer le système économique mondial suivant quelques lignes directrices : il s'agit avant tout de prendre en compte l'importance, la croissance démographique, le poids économique et le rôle des pays en développement. Dans cette perspective, une première série de revendications concerne les changements des processus de décision dans les organisations économiques internationales, en particulier ceux de la Banque mondiale, du F.M.I., du G.A.T.T., qui sont largement dominés par les pays occidentaux ; une deuxième série porte sur le transfert des ressources du Nord vers le Sud, ressources financières (plus de liquidités, plus d'aide publique, plus d'investissements, etc.), ressources productives et technologiques ; une troisième série se réfère à l'ouverture des marchés des pays industriels aux produits en provenance du monde en développement ainsi qu'aux mécanismes de soutien des prix de produits de base qui forment l'essentiel des exportations des pays en développement ; à ce titre, l'idée de

Raúl Prebisch, premier secrétaire exécutif de la C.E.P.A.L. (Commission économique pour l'Amérique latine) et premier directeur général de la C.N.U.C.E.D., revient au premier plan, qui vise à restaurer et à maintenir l'équilibre des termes de l'échange entre produits de base et produits industriels afin que les pays en développement soient en mesure, grâce aux devises provenant de leurs exportations, d'acquérir des biens manufacturés et, avant tout, des biens de production. Cette stratégie devait contribuer à l'équilibre des balances de paiement et à l'industrialisation du Tiers Monde. Une quatrième série de revendications innove en mettant l'accent sur l'importance d'un effort d'aide accru en faveur des pays les plus démunis. Ce sont là les grandes lignes qui forment l'ossature du projet du N.O.E.I. et expriment l'essentiel des aspirations du Tiers Monde, parfois compliquées de demandes spécifiques.

Obstacles à la création du N.O.E.I.

L'élan du Tiers Monde vers la création du N.O.E.I., le processus de négociation Nord-Sud, tout ce vaste mouvement de changement a été brutalement freiné par l'irruption de la crise économique. Certes, d'autres facteurs rendaient la négociation difficile dès le début. Cependant, la crise a eu pour effet de faire passer au second plan les préoccupations de changement structurel au profit de problèmes immédiats, à tel point que d'aucuns se demandent si l'idée du N.O.E.I. n'a pas été laissée aux oubliettes. Dès son origine, l'idée du N.O.E.I. s'est heurtée à de nombreux obstacles, et parmi ceux-ci, en premier lieu, les clivages et les disparités socio-économiques et de régimes politiques qui divisent le monde, et le Tiers Monde en particulier. Sur le plan mondial, ces divisions correspondent à la tension Est-Ouest qui met en relief l'importance des sommets des superpuissances à Genève (nov. 1985) et à Reykjavik (nov. 1986), clivage vertical qui fissure le Tiers Monde. À cette opposition d'idéologies et de systèmes s'ajoutent les disparités qui divisent le Tiers Monde. En effet, ce concept, qui évoque une unité des pays en développement en face du monde industriel, est mis à rude épreuve du fait des inégalités de niveau parmi les quelque cent trente pays en développement.

C'est parmi les pays en développement que les disparités entre les P.N.B. par habitant sont les plus fortes. En effet, selon le *Rapport sur le développement dans le monde 1986* (Banque mondiale), les trente-six pays à faible revenu (trente-quatre en 1984) ont une moyenne de 260 dollars en 1984 (280 en 1982) pour une population de 2,39 milliards d'habitants (2,26), par contraste avec cinq pays exportateurs de pétrole qui, avec une population de 17 millions d'habitants seulement, disposaient en 1982 du revenu le plus élevé des cinq groupes de pays définis par la Banque mondiale en fonction de leurs revenus, à savoir 14 820 dollars par habitant et 11 250 en 1984, malgré la chute des prix du pétrole. Or, de manière paradoxale, ce groupe de cinq pays fait aussi partie du Tiers Monde. En revanche, les dix-huit pays industriels à économie de marché ont eu une moyenne plus modeste de 11 070 dollars en 1982 pour une



Un camp de réfugiés dans une région sinistrée de l'Éthiopie, l'Érythrée, frappée par la sécheresse et la famine (M. Philippot, Sygma).

population de 723 millions d'habitants, revenu qui est passé à 11 430 dollars en 1984 pour une population de 733,4 millions d'habitants.

Entre les deux groupes extrêmes au sein des pays en développement, se situent une soixantaine de pays à revenu intermédiaire, avec une moyenne de 1 520 dollars pour une population de 1,16 milliard d'habitants. Dans l'ensemble, le groupe à 280 dollars de moyenne fait partie du Tiers Monde aux côtés du groupe à 1 520 et du peloton de tête avec 14 820. Ces disparités flagrantes parlent d'elles-mêmes quant à la cohésion qui peut exister entre les intérêts divergents qui se manifestent parmi les pays en développement. Le P.N.B. par habitant des pays les plus pauvres se situe dans une fourchette de 110 dollars pour l'Éthiopie, 130 dollars pour le Bangladesh et 380 dollars pour le Sénégal. Tous ces pays les plus pauvres ont vu baisser leurs P.N.B. par habitant au cours de ces dernières années. Au sein du petit groupe des pays riches du Tiers Monde,

Oman dispose de 6 490 dollars, face aux 21 920 dollars des Émirats arabes unis. Ce dernier montant dépasse largement le P.N.B. par habitant le plus élevé du monde industriel, à savoir les 16 330 dollars de la Suisse. Ces disparités à l'intérieur du Tiers Monde tendent à s'accroître avec l'apparition des nouveaux pays industrialisés dont le Brésil, la Corée, Taiwan et Singapour (malgré leurs difficultés récentes) sont les exemples les plus connus.

Difficultés de la coopération Sud-Sud

Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que la coopération Sud-Sud, lente à s'épanouir, risque de reproduire des structures d'interdépendance asymétrique pas très différentes de celles qui caractérisent les relations Nord-Sud. D'un autre côté, les pays proches géographiquement, mais aussi quant à leur niveau de



Une banque à Riyāḍ, capitale de l'Arabie Saoudite qui fait partie du groupe de pays dont le revenu par habitant est le plus élevé du monde grâce au pétrole (A. Nogués, Sygma).

Où en est le nouvel ordre économique international ?

développement, cherchent tout naturellement à former des groupements d'intégration, tels le Pacte andin, le Marché commun de l'Amérique centrale, l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale (U.D.E.A.C.), la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (C.E.A.O.) et la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest (C.E.D.A.O.). Malgré les résultats encore modestes de ces efforts, ceux-ci semblent constituer un échelon intermédiaire nécessaire dans le développement du Tiers Monde.

Un modèle de coopération Nord-Sud : la convention de Lomé ?

La nouvelle convention de Lomé III, entrée en vigueur dès janvier 1986, est dotée de 8,5 milliards d'écus pour une période de cinq ans au titre de son Fonds de développement (F.E.D.). Cette nouvelle convention a permis d'améliorer le fonctionnement du Stabex, système qui contribue à assurer la stabilité des exportations des produits primaires des pays associés. Le Stabex est souvent cité en modèle par les délégués du Tiers Monde qui, d'ailleurs, ont proposé un accord de ce type en faveur des P.M.A. (pays les moins avancés) à la conférence de la C.N.U.C.E.D. de Belgrade en 1983. Pour sa part, la Communauté européenne a décidé d'étendre le bénéfice du Stabex à des P.M.A. non signataires de la convention de Lomé.

L'enquête que nous avons menée à la fin de 1985 et au début de 1986 auprès de plus de deux cents délégués des pays membres d'organisations économiques internationales telles que la C.N.U.C.E.D. confirme l'opinion positive de nos interlocuteurs au sujet de la convention de Lomé. En effet, les réponses des délégués appartenant aux pays de l'O.C.D.E. sont positives à 83,9 p. 100, celles des pays du groupe des 77 à 53,8 p. 100 et celles des pays du Comecom seulement à 42,9 p. 100. Parmi ceux-ci, 62,5 p. 100 estiment que la convention de Lomé a un caractère discriminatoire, alors qu'ils ne sont que 12,9 p. 100 du groupe des 77 à lui attribuer ce caractère et seulement 7 p. 100 des pays de l'O.C.D.E. Ainsi, la convention de Lomé peut-elle être considérée comme une esquisse d'un modèle de coopération.

En revanche, le Fonds commun pour les produits de base de la C.N.U.C.E.D. n'est pas encore entré en vigueur, malgré les recommandations de la conférence de Belgrade. En septembre 1986, en regard de cent quatorze signatures, quatre-vingt-onze États ont ratifié ou approuvé l'accord du Fonds commun représentant 58,13 p. 100 du capital prévu. Or, pour que l'accord puisse entrer en vigueur, il doit être ratifié par au moins quatre-vingt-dix États représentant les deux tiers du capital du Fonds commun. D'ailleurs, celui-ci n'est dans sa forme actuelle que de 470 millions de dollars à titre de premier compte, somme bien inférieure aux 10 milliards envisagés initialement. C'est dire qu'il n'aura pas, du fait de cette dotation insuffisante, une influence décisive sur le marché mondial des matières premières.

Quant aux accords sur les produits de base, peu de progrès ont été réalisés depuis la conférence de la C.N.U.C.E.D. de Belgrade en 1983. Certes, quelques accords existants sont encore en vigueur : l'accord international de 1983 sur le café, renégocié pour une nouvelle période de six ans ; l'accord international de 1982 sur le jute et les articles en jute, entré en vigueur à titre provisoire pour une période de cinq ans ; l'accord international sur le sucre, renégocié en 1984 ; l'accord international de 1982 sur l'étain, qui est confronté à la crise de l'étain depuis octobre 1985 et doit expirer en juillet 1987. D'autres accords font l'objet de nouvelles négociations, tels que ceux sur le blé et le caoutchouc naturel qui soulèvent de nombreuses difficultés. En outre, à la demande des États-Unis, la C.N.U.C.E.D. a organisé une réunion des grands producteurs de cuivre et cherche à promouvoir de nouveaux accords, notamment sur le nickel et sur le tungstène. Or une des principales caractéristiques de la récession internationale depuis 1980 est la forte détérioration des termes de l'échange des pays en développement, qui a provoqué un transfert massif de ressources vers les pays industriels, estimé selon J. de Larosière à 80 milliards de dollars pour la seule année 1986.

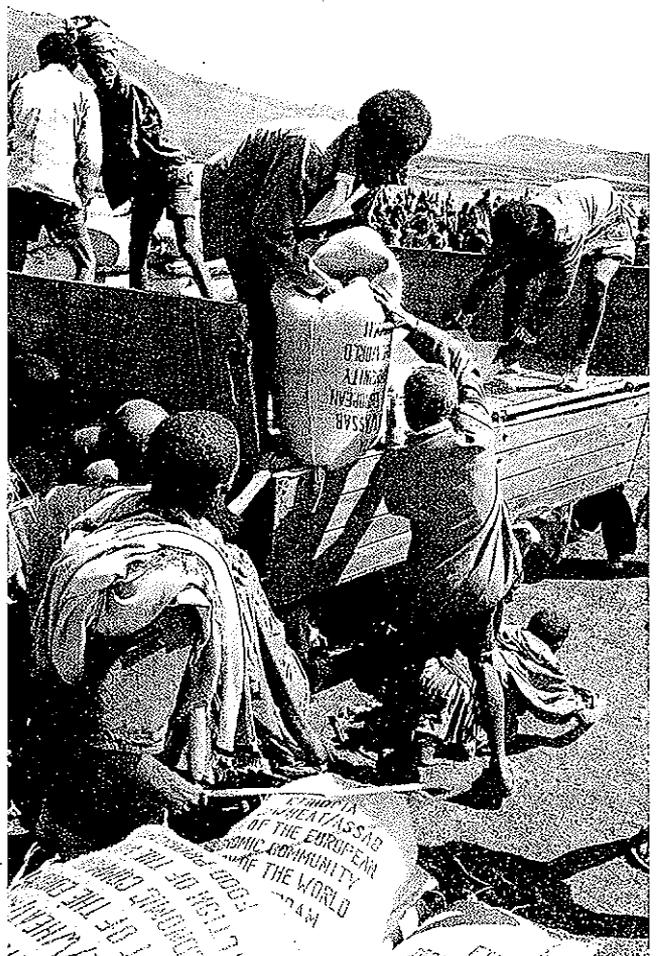
Face à cette diversité de conditions et de structures, la C.N.U.C.E.D. en est venue à recommander désormais une action graduée qui tienne compte des situations particulières des pays du Tiers Monde, et notamment des besoins prioritaires des P.M.A.

Aide publique des pays occidentaux

Les dix-huit pays occidentaux membres du Comité d'aide au développement (C.A.D.) créé sous l'égide de l'O.C.D.E. continuent à assurer environ 75 p. 100 de l'aide publique mondiale, avec une contribution de 28,7 milliards de dollars en 1984 et de 29,8 milliards en 1985. Malgré une augmentation de 4 p. 100 en 1984 en termes réels, ils n'ont consacré, en moyenne, que 0,36 p. 100 de leur P.N.B. en 1984 et 0,35 p. 100 en 1985, en regard de l'objectif de 0,7 p. 100 que les membres du C.A.D. se sont fixé. Seuls cinq pays ont dépassé ce seuil : la Norvège (1,06 p. 100 en 1984 et 1,03 p. 100 en 1985) ; les Pays-Bas (0,96 p. 100 en 1984 et 0,91 p. 100 en 1985) ; la Suède (0,82 p. 100 en 1984 et 0,86 p. 100 en 1985) ; le Danemark (0,79 p. 100 en 1984) et la France (0,75 p. 100, D.O.M.-T.O.M. inclus, en 1984 et 0,78 p. 100 en 1985).

Selon l'accord intervenu en octobre 1986, l'Association internationale de développement (I.D.A.) disposera, à la suite de la huitième reconstitution de ses ressources, de 11,5 milliards de dollars, les donateurs s'étant engagés à porter ce montant à 12,5 milliards de dollars. Les Pays-Bas envisagent de verser une contribution spéciale. Outre le Japon, l'Italie, la France, le Canada, la Finlande, la Norvège, la Suède, le Danemark, l'Espagne, la Nouvelle-Zélande et l'Autriche ont accru leurs parts dans l'I.D.A.

Les sacs de blé envoyés par la C.E.E. dans les régions d'Éthiopie touchées par la famine arrivent à destination dans un camp de réfugiés (S. Salgado Jr., Magnum).



Où en est le nouvel ordre économique international ?

En conclusion, ces inégalités et diversités sont à l'origine des divergences d'intérêts et de comportements parmi les pays en développement, qui parviennent néanmoins à s'accorder sur un dénominateur commun de revendications face au monde industriel. À l'heure de la crise, cependant, les intérêts immédiats et particuliers priment les velléités de politiques convergentes à plus long terme. Le N.O.E.I. semble sacrifié sur l'autel des besoins pressants et vitaux. D'autant que, outre la récession et le chômage du monde industriel et la crise économique qui sévit dans le Tiers Monde, deux menaces pèsent sur l'avenir du N.O.E.I. : le protectionnisme et la dette extérieure.

Menace protectionniste

Dans la crise économique actuelle comme entre les deux guerres et après 1945, les États sont exposés, quand ils n'y ont pas succombé, à la tentation protectionniste : protection de leurs industries, de leurs entreprises et leurs travailleurs par le recours aux diverses méthodes telles que l'élévation des barrières douanières, l'application de diverses taxes, l'introduction des licences et des contingentements des importations ; mais aussi des barrières non tarifaires ou invisibles sous la forme d'entraves administratives (lenteurs, obstruction, paperasserie, etc.), de normes techniques et de normes sanitaires de protection de la santé publique. Cet arsenal de mesures habilement utilisé peut provoquer la chute des échanges. C'est ainsi qu'à partir de 1980 l'effet conjugué de la récession dans les pays industriels et de certaines mesures protectionnistes a provoqué une diminution des importations en provenance des P.V.D. Selon la C.N.U.C.E.D., la croissance vigoureuse des exportations des P.V.D. entre 1975 et 1980, en passant de 211 milliards de dollars à 558 milliards, a été renversée à la baisse : 543 milliards (— 3 p. 100) en 1981 ; 483 milliards (— 11 p. 100) en 1982 ; 452 milliards (— 7 p. 100) en 1983. En revanche, l'année 1984 a été marquée par un léger rétablissement des exportations des P.V.D. avec 484 milliards de dollars, soit une croissance de 7 p. 100 par rapport à 1983. Les deux tiers de ces exportations destinées aux pays développés ainsi que le tiers restant représentant le commerce Sud-Sud et avec les pays socialistes ont suivi une évolution parallèle. Mais cette récession que le commerce mondial a accusée de 1980 à 1983 risquerait de devenir endémique si la menace protectionniste devait se préciser.

Au cours de l'année 1985, le commerce mondial des marchandises n'a augmenté que de 1 p. 100 en valeur, contre 5 p. 100 en 1984. Les chiffres de 1985, bien qu'inférieurs à ceux de 1984, sont nettement supérieurs à la moyenne des années 1980-1983. La valeur des exportations mondiales a été en 1985 de 1 922 milliards de dollars, dont 1 275 pour les pays développés et 207 pour les pays de l'Est ; la valeur des importations a atteint, quant à elle, 2 000 milliards de dollars, dont 1 375 pour les pays industriels et 215 pour les pays de l'Est. En revanche, les résultats commerciaux des régions en développement ont été extrêmement modestes en 1985 : en valeur, leurs exportations ont diminué de 5 p. 100, totalisant 440 milliards de dollars, et leurs importations de 6 p. 100, tombant à 410 milliards de dollars. Bien que leur excédent commercial ait atteint 30 milliards de dollars, leur part dans la valeur du commerce international a continué de fléchir en 1985, suivant en cela la tendance qui se confirme depuis 1980. Cette situation est due essentiellement à la contraction des échanges de pétrole et, plus récemment, à la chute de ses prix.

Une tentation des pays développés...

La tentation protectionniste guette aussi bien les pays industriels que les P.V.D. Certes, dans ce contexte, le comportement des États-Unis, de l'Europe occidentale et du Japon est primordial, étant donné leur rôle de moteur de l'économie mondiale. Ainsi, on estime qu'un point de croissance des pays de l'O.C.D.E., en stimulant la production et les exportations des P.V.D., peut alléger de cinq à six fois le service



La réunion de la conférence internationale du G.A.T.T. à Punta del Este, en Uruguay, le 20 septembre 1986 (R. Wollmann, Gamma).

de leurs dettes. La crise a d'ailleurs mis en évidence la fonction de locomotive que remplissent les États-Unis à l'égard des pays industriels et des P.V.D. Or les États-Unis, par leur politique de croissance budgétaire et notamment des dépenses militaires, ont enregistré un déficit budgétaire de plus de 200 milliards de dollars. Malgré des mesures prises par les banques centrales et la baisse du dollar, le courant des importations semble se maintenir, qui provoque de vigoureuses réactions des secteurs les plus menacés par l'afflux de produits étrangers. Certes, le niveau de protection américaine à l'égard des produits manufacturés paraît être très proche de celui de la Communauté européenne : de 13 p. 100 et 15 p. 100, respectivement. Mais celui des États-Unis est passé de 6 p. 100 à 13 p. 100, accusant une plus forte augmentation que celui de la Communauté européenne (de 11 p. 100 à 15 p. 100). Toujours est-il qu'en 1985 le président Reagan a eu du mal à contenir les velléités protectionnistes du Congrès. Diverses mesures protectionnistes ont été appliquées au cours de cette année, malgré la profession de foi libre-échangiste de l'exécutif américain, telles que l'embargo sur les pâtes alimentaires, les limitations des importations d'acier ou les mesures contre l'importation des textiles en provenance d'Asie. En dépit de sa résistance aux pressions des milieux industriels et agricoles favorables à une protection efficace, le gouvernement américain a cédé sur quelques points. Selon un sondage effectué par le Conference Board à l'automne de 1985 auprès de 295 principales sociétés américaines situées à 95 p. 100 dans l'industrie, 44 p. 100 demandent au gouvernement d'accorder des aides (subventions, prêts, réduction d'impôts) afin de lutter contre la concurrence étrangère, tandis que 38 p. 100 demandent une augmentation des droits de douane ou une réduction des quotas d'importation. Les réponses protectionnistes sont particulièrement nombreuses dans les secteurs les plus affectés par la concurrence étrangère,

comme la sidérurgie, l'automobile ou le textile. Si des dérapages vers le protectionnisme devaient se confirmer sous la pression des intéressés et du Congrès, qui – depuis la victoire des démocrates du 4 novembre 1986 devenus majoritaires même au Sénat – pourrait voter de nouvelles lois protectionnistes, les États-Unis susciteraient une situation dangereuse pour eux-mêmes. En effet, en dressant de nouvelles barrières, ils rendraient encore plus difficile la situation des pays latino-américains qui forment la majorité des débiteurs de leurs banques. De la sorte, ils pourraient accroître la menace qui pèse sur le système bancaire américain. D'où deux initiatives du gouvernement américain, l'une visant à engager de nouvelles négociations commerciales au sein du G.A.T.T. et l'autre, en matière monétaire, consistant à la fois à lutter contre la surévaluation du dollar et à offrir une aide de 29 milliards de dollars au Tiers Monde. Ces initiatives ont pour but d'ouvrir de nouvelles possibilités à l'économie américaine, notamment dans le domaine des services.

La menace protectionniste n'est pas uniquement le fait des États-Unis, mais aussi de l'Europe, du Japon et des P.V.D. Si l'efficacité de la protection japonaise à l'égard des importations de l'étranger est bien connue, les pays de l'Europe occidentale aussi ont eu recours à des mesures plus ou moins voilées pour soutenir leur agriculture ou pour protéger les secteurs en crise, tels que les textiles, les chantiers navals, les aciéries, voire le secteur automobile. L'accord multifibre négocié périodiquement dans le cadre du G.A.T.T. impose à titre d'exemple une discipline et des limitations aux pays producteurs de textile à bas prix. C'est une forme de protectionnisme multilatéral.

... et des pays en développement

De leur côté, les P.V.D., dangereusement endettés, ont eu recours à un protectionnisme sélectif afin de supprimer les importations de luxe et de freiner celles de certains biens de consommation. Certes, leurs mesures ont permis de dégager des surplus pour honorer le service de la dette mais, en même temps, elles ont sérieusement freiné les importations des biens d'équipement indispensables à la poursuite de leur politique de développement.

En quelques années, le Brésil est parvenu à des résultats remarquables en obtenant un surplus commercial grâce à ses exportations de café et de jus d'orange, mais aussi d'hélicoptères et de produits manufacturés. Cependant, en 1985, malgré ses efforts, le Brésil a enregistré – comme le Mexique ou les Philippines – des chutes de ses recettes d'exportations. Ces pertes de recettes n'ont pas été compensées par les 3 milliards de dollars que le Brésil a pu épargner sur sa facture d'importation de pétrole en raison des chutes de prix. Cette même cause a produit des effets inverses sur les pays exportateurs de pétrole tels que le Mexique, le Nigeria et le Venezuela, dont les revenus pétroliers ont accusé une perte estimée à 17 milliards de dollars.

Ainsi, pour des motifs divers, les barrières protectionnistes se profilent de toutes parts menaçant le commerce mondial et, partant, le développement socio-économique. Cette situation de crise économique mondiale et de montée des protectionnismes a été parfois comparée à tort avec celle de 1930. Celle-ci, en effet, a provoqué à la fois une crise économique et sociale profonde et l'effondrement des démocraties. Rien de comparable en 1985 : malgré la récession et le chômage, une reprise se manifeste à la suite des ajustements économiques ; le commerce international continue son expansion en dépit d'un fléchissement et les démocraties libérales font preuve de santé et de dynamisme. Il n'empêche que le protectionnisme menaçant est devenu la principale préoccupation de la C.N.U.C.E.D. et du G.A.T.T.

Le 20 septembre 1986, la conférence internationale du G.A.T.T. est parvenue à un accord à Punta del Este sur le principe de l'ouverture de négociations commerciales. Ces négociations porteront sur les barrières commerciales, mais aussi sur le commerce agricole et divers soutiens à l'agriculture ainsi que sur les services. Cet accord comporte une vraie novation concernant les services. En réponse aux inquiétudes que suscite

la menace du protectionnisme, les quatre-vingt-douze pays membres du G.A.T.T., représentant plus de 80 p. 100 du commerce mondial, pourront engager les véritables négociations en 1987.

La menace du désordre international : la dette extérieure

Le poids de la dette extérieure, joint aux menaces protectionnistes, non seulement freine l'instauration du N.O.E.I., mais risque de produire l'éclatement du système monétaire déjà fluctuant ainsi que celui du système des échanges. Devant cette menace immédiate, le N.O.E.I. a disparu de l'ordre du jour des conférences et des réunions des organisations internationales. Il est donc inconcevable d'essayer de dresser le bilan des progrès enregistrés sans prendre la température de la situation des dettes extérieures, en particulier des P.V.D. Car c'est là un pilier fragile du système dont les fissures pourraient produire la catastrophe monétaire.

La dette des pays en voie de développement

Le recyclage des excédents monétaires colossaux dont disposaient les pays exportateurs de pétrole a conduit les banques à chercher à les placer, notamment dans les P.V.D. Ces placements massifs dans les P.V.D., qui ont atteint quelque 900 milliards de dollars en 1982, ont dépassé le cap des 1 000 milliards. Ils se sont dangereusement concentrés sur quelques pays d'Amérique latine, à savoir 340 milliards de dettes dans sept pays. Selon les chiffres de 1986, le Brésil tient la vedette avec 107 milliards, suivi du Mexique avec 99 milliards, de l'Argentine avec 50,9 milliards, du Venezuela avec 34,6 milliards, du Chili avec 21 milliards, du Pérou avec 14 milliards et de la Colombie avec 13 milliards. Le poids énorme de cette dette extérieure pèse sur les balances des paiements des pays débiteurs : le service de la dette absorbe environ 30 p. 100 des exportations du Venezuela, 45 p. 100 de celles du Brésil, pour atteindre des proportions difficilement supportables dans certains pays débiteurs (plus de 80 p. 100 au Pérou). La dette extérieure pèse aussi sur de nombreux pays débiteurs africains, tel le Nigeria avec 15 milliards de dette, ou asiatiques, comme la Corée du Sud (45 milliards), l'Indonésie (32 milliards) ou les Philippines (26 milliards). La dette extérieure n'a pas épargné certains pays de l'Europe de l'Est tels que la Pologne (29 milliards) et la Yougoslavie (19,6 milliards). Selon la Banque mondiale, la dette du Chili représente 126,9 p. 100 de son P.N.B., celle du Maroc (14 milliards) 111,4 p. 100, celle des Philippines (24,8 milliards) 76,1 p. 100, celle du Venezuela 73,3 p. 100, celle de l'Argentine 71,9 p. 100. La dette du Brésil, la plus élevée, représente moins de la moitié de son P.N.B. On craint dès lors un étranglement de ces économies qui risquent de ne pas être en mesure d'honorer leurs dettes, d'autant que l'hémorragie due au service de la dette coïncide avec une fuite des capitaux. Selon le récent rapport de la C.E.P.A.L., « au cours des quatre dernières années, la région a réalisé un transfert net de ressources vers l'extérieur d'environ 106 milliards de dollars, ce qui est incompatible avec l'objectif de développement ». Paradoxalement, les banques américaines, qui sont le plus dangereusement exposées en raison du montant élevé des dettes des pays latino-américains, sont les principaux dépositaires des capitaux latino-américains en fuite. Selon les estimations d'experts de l'Institute of International Finance de Washington, une fois leur épargne rapatriée, l'Argentine ou le Venezuela n'auraient aucune difficulté à assurer le service de leur dette. Les investissements qu'exige le développement de ces pays sont de plus en plus difficiles à couvrir. Leurs efforts d'ajustements et leurs mesures d'austérité, souvent entrepris à la demande du F.M.I., ont provoqué une diminution du pouvoir d'achat de la population, en frappant surtout les couches les plus pauvres, ainsi qu'un accroissement du chômage. Si quelques rares pays comme l'Argentine semblent accepter l'austérité, d'autres comme le Pérou sont tentés de refuser de « payer les dettes par la faim » et de limiter la part du service de la dette

Où en est le nouvel ordre économique international ?



Des milliers de personnes manifestent à Lima contre la décision du F.M.I. de ne pas accorder de nouveaux prêts au Pérou (N. Bonnet, Gamma).

aux alentours de 10 p. 100 du commerce extérieur. Cependant, la catastrophe monétaire prédite par les Cassandre n'a pas eu lieu. La plupart des P.V.D. honorent tant bien que mal leurs dettes, à la suite de divers rééchelonnements, tout en poursuivant des stratégies différentes.

Le pays le plus endetté du monde : les États-Unis

De toute évidence, le phénomène de la dette est général, qui touche également plusieurs pays développés, dont la France avec ses 58 milliards de dollars de dette extérieure. Les États-Unis viennent en tête, la dette extérieure s'élevant à 107,4 milliards de dollars à la fin de 1985 tandis que la dette fédérale américaine de l'État fédéral a presque doublé depuis 1980, pour atteindre en 1985 1 800 milliards de dollars, la Réserve fédérale des États-Unis chiffrant à quelque 7 000 milliards de dollars l'endettement global américain (la totalité de la dette publique), soit près du double de leur P.N.B. Néanmoins, à la différence des P.V.D., les États-Unis disposent d'une capacité économique sans pareille et conservent la maîtrise de la monnaie dans laquelle sont libellées leurs dettes ainsi que la faculté de faire face à leurs obligations.

À la clôture annuelle, en septembre 1986, leur déficit budgétaire s'est élevé à 220 milliards de dollars et leur déficit commercial devrait atteindre un nouveau record de 170 milliards de dollars.

Solutions envisagées aux problèmes des dettes extérieures des P.V.D.

Y a-t-il des solutions de rechange ? Certes, tous les pays créanciers ne sont pas prêts à suivre la Suède qui a annulé la dette des P.M.A. Mais il apparaît de plus en plus clairement qu'une nouvelle approche graduée de la dette s'impose, dans une optique de la dette de développement et face aux inégalités qui caractérisent le Tiers Monde. D'autant qu'il devient évident que, sans une croissance dynamique et continue, les P.V.D. diminuent leurs possibilités de s'acquitter d'au moins d'une partie substantielle de leurs dettes. Quelle que soit la solution à moyen terme, elle devra être adaptée aux capacités propres aux divers pays débiteurs. De toute évidence, la même formule ne pourra être appliquée indistinctement par les pays nouvellement industrialisés ou par les exportateurs de pétrole et les pays pauvres ou à revenu moyen. Dans la recherche d'une solution qui permette de sauvegarder l'ordre monétaire et financier international, d'aucuns proposent une négociation entre gouver-

nements débiteurs et créanciers, institutions internationales et privées afin de fixer des taux d'intérêt plus bas visant à permettre la poursuite du développement des P.V.D. ainsi que, si possible, le remboursement du service de la dette. D'autres suggèrent, compte tenu de la faible probabilité d'un paiement intégral de la dette des P.V.D., des mesures plus radicales que devraient prendre les gouvernements et les banques des pays développés pour éponger en partie, ou dans sa totalité au regard des P.M.A., les dettes des P.V.D. en proportion de leurs niveaux de développement et de leurs capacités économiques.

Un pas positif : le plan Baker

Dans cette quête d'un ordre économique et financier, le plan Baker (élaboré sur proposition du président Reagan du 8 octobre 1985 à l'assemblée du F.M.I. et de la Banque mondiale à Séoul) constitue un pas positif, mais insuffisant. Ce plan propose d'accorder aux quinze pays les plus endettés du monde quelque 47 milliards de dollars sur trois ans. Les banques commerciales contribueraient pour 20 milliards de dollars à ce total et les banques de développement, la Banque mondiale et le F.M.I. fourniraient le reste. En contrepartie, les quinze pays concernés (Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Mexique, Pérou, Uruguay, Venezuela, tous signataires de l'accord de Carthagène ; Côte-d'Ivoire, Maroc, Nigeria, Philippines et Yougoslavie) s'engageraient à restructurer leur économie, notamment par la suppression d'entreprises nationales, l'ouverture de leurs marchés au libre jeu de l'offre et de la demande, l'accueil de capitaux étrangers et l'élimination d'obstacles aux opérations bancaires. Dans la situation difficile que traverse l'ordre financier et économique international, la grande majorité des banques représentant 90 p. 100 des créances sur les pays lourdement endettés du Tiers Monde s'est déclarée prête à soutenir le plan Baker, qu'elle considère comme une « approche positive et constructive ». Le plan Baker, d'inspiration libérale et libre-échangiste, implique que les pays développés respectent aussi ces règles en supprimant, notamment, les mesures protectionnistes à l'égard de leurs partenaires du Tiers Monde.

De leur côté, les pays du groupe de Carthagène (réunis en décembre 1985 à Montevideo) estiment que le plan Baker constitue un pas positif, car il reconnaît le principe de coresponsabilité entre pays débiteurs et créditeurs et admet la nécessité de la « croissance dans le développement ». Néanmoins, selon les onze pays latino-américains, les moyens prévus sont bien au-dessous de ce qui est nécessaire pour assurer une croissance soutenue à un niveau satisfaisant. Un des résultats les plus importants de cette réunion a été la décision

des cinq grands pays débiteurs – Brésil, Mexique, Argentine, Venezuela et Colombie, représentant environ 300 milliards de dollars – de former un bloc pour négocier avec les pays développés et les banques les conditions d'un plan d'urgence. Le groupe des cinq a été mandaté par les onze pour suivre les progrès obtenus dans les négociations avec les créanciers, concernant en particulier la réduction des taux d'intérêt au « niveau historique » et l'obtention de nouveaux crédits permettant de stimuler la croissance de l'économie régionale.

À titre d'exemple illustrant les résultats que l'on peut obtenir afin d'aider les pays en développement débiteurs, on peut retenir le récent accord, conclu le 30 septembre 1986, entre le Mexique, dont la dette extérieure atteint 99 milliards de dollars, et ses créanciers. L'accord permettra au Mexique de recevoir des banques commerciales la fraction d'un financement extérieur de 12,5 milliards de dollars pour 1986 et 1987 que ces banques se sont engagées à fournir. Le montage comprend un montant d'environ 6,5 milliards de dollars accordés par le F.M.I., la Banque mondiale et des gouvernements de pays industrialisés, ainsi qu'un montant de 6 milliards de dollars sous forme de nouveaux crédits commerciaux à l'appui d'un programme global d'ajustement économique et de réformes structurelles.

Plusieurs experts, dont le directeur général de l'Institute of International Finance de Washington, estiment qu'il faudrait associer de manière directe les gouvernements des États industriels à la recherche de solutions efficaces. À leur avis, ceux-ci pourraient sans doute faire davantage, à la fois dans le cadre des rééchelonnements consentis par le club de Paris et en octroyant de nouveaux crédits garantis par leurs agences d'assurance-crédit. D'autres encore, tel le président de la Banque nationale suisse, Pierre Languetin, estiment que le plan Baker a été dépassé par l'évolution économique mondiale. La solution du problème de l'endettement doit passer par une contribution des pays économiquement les plus forts. Selon P. Languetin, le plan Baker a fait preuve de trop peu de souplesse lorsqu'il a été question, par exemple, de réagir à la chute des prix pétroliers. Des solutions souples ont été proposées par le F.M.I. lors des discussions avec le Mexique, notamment à l'égard de ses revenus d'exportation.

D'ailleurs, d'après les propositions du président de la Banque mondiale, de nouveaux instruments de financement devraient être créés en faveur des pays endettés, destinés précisément à diminuer les excédents commerciaux du Japon et de l'Europe.

Ainsi qu'il ressort de notre enquête, le protectionnisme et la dette sont les deux problèmes les plus importants pour l'ensemble des groupes politiques.

Les pays membres de l'O.C.D.E. considèrent que le protectionnisme est légèrement plus important que la dette. En effet, 71 p. 100 parmi les pays membres de l'O.C.D.E. citent le protectionnisme, 69,2 p. 100 parmi les pays membres du pacte de Varsovie et 69 p. 100 parmi le groupe des 77.

Les pays de l'O.C.D.E. sont également plus optimistes quant à la solution du problème du protectionnisme, qui serait possible selon 57,5 p. 100 des pays de l'O.C.D.E., 48,6 p. 100 des 77 et seulement 46,2 p. 100 des pays du pacte de Varsovie.

Les pays de l'Est apparaissent plus concernés par la dette. 76,9 p. 100 d'entre eux la citent, contre 59,3 p. 100 des 77 et 61,8 p. 100 des membres de l'O.C.D.E., et ils sont également plus confiants quant à la solution de ce problème : 61,5 p. 100 des pays de l'Est déclarent qu'une solution est possible, contre 44,6 p. 100 des membres de l'O.C.D.E. Le groupe des 77 paraît le plus pessimiste avec 30,7 p. 100.

Résultats et perspectives

En regard des objectifs proposés, quels sont les progrès obtenus ou les retards accumulés dans la mise en place du N.O.E.I. ? Certes, les processus de décision de la Banque mondiale, du F.M.I. et du G.A.T.T. n'ont pas subi de modifications significatives ; en revanche, l'approche de ces organisations économiques est en voie de transformation : il s'agit moins, désormais, d'imposer que de négocier une stratégie commune de développement et d'édification du N.O.E.I. En deuxième lieu, le transfert des ressources financières au cours

de ces dernières années a été à l'origine de la dette extérieure des P.V.D. ; mais ce transfert s'est effectué principalement en faveur des économies les plus prometteuses et parfois sans résultats directs en matière de production et de technologie. En troisième lieu, le protectionnisme menace sérieusement l'ouverture des marchés des pays développés aux produits des P.V.D. ; parallèlement, les termes des échanges se sont détériorés sans que le Fonds commun pour les produits de base ait pu entrer en fonction afin de compenser ces déséquilibres, le seul instrument de soutien, bien que limité aux A.C.P., demeurant le Stabex. En quatrième lieu, l'effort particulier nécessaire en faveur des pays les plus démunis a été largement admis et entrepris. C'est le premier pas vers une stratégie graduée à l'égard du Tiers Monde. Dans l'ensemble, les pays industriels ont pris conscience, sous la menace de la dette extérieure des P.V.D. en particulier, de l'importance et du rôle économique de ceux-ci, les uns et les autres ayant reconnu leur mutuelle dépendance qui, tout en restant asymétrique, les lie inextricablement. Si les obstacles à la création du N.O.E.I. sont loin d'être levés, les attitudes des principaux acteurs sont en pleine évolution. La philosophie et l'approche du système économique mondial ont accompli, malgré la crise économique générale ou à cause d'elle, quelques progrès significatifs.

En conclusion, l'ordre international d'après guerre est en voie de déstabilisation sans que pour autant on puisse entrevoir des réalisations concrètes du N.O.E.I. La naissance de celui-ci n'a jamais paru aussi lointaine. Et, pourtant, les éléments de la situation actuelle qui viennent d'être analysés portent en eux des preuves de convergence d'intérêts et d'interdépendance entre le Sud et le Nord.

L'ordre monétaire mondial serait sérieusement menacé si certains débiteurs devaient se déclarer en cessation de paiements, en raison d'une détérioration accrue des termes de l'échange ou du fait d'une montée du protectionnisme provoquant une baisse substantielle des échanges mondiaux. Ainsi apparaît clairement le lien entre les échanges, le système monétaire et les investissements dont les pays les plus endettés ont le plus besoin pour assurer leur développement, leur stabilité politico-économique et, dans la mesure de leurs moyens retrouvés, le remboursement de leur dette. Dès lors, le sort des pays développés et celui des pays en développement sont étroitement liés. Sous le signe de l'interdépendance, l'avènement du N.O.E.I. serait-il moins lointain qu'il ne paraît ? La question demeure ouverte.

→ *Thèmes et problèmes.* AMÉRIQUE DU SUD.

Bibliographie

« Les Banques face à la dette. Entretien avec André de Lattre », in *Politique internationale*, n° 32, été 1986 / C.N.U.C.E.D., *Le Rôle des accords ou arrangements internationaux de produit dans la poursuite des objectifs du programme intégré pour les produits de base*, étude du secrétariat de la C.N.U.C.E.D., 3 avr. 1985 ; *Rapport sur le commerce et le développement 1986*, Genève, 1986 / G.A.T.T., *Politique commerciale et prospérité*, Genève, mars 1985 / H. JACOBSON, M. FIELDBAUM, D. SIDJANSKI, A. HOUGASSIAN & C. SOMERVILLE, *International Economic Negotiation : the Views of Participants in GATT, UNCTAD and the UN*, rapport présenté à l'Association américaine de science politique, Washington, 28-31 août 1986 / H. JACOBSON, D. SIDJANSKI, J. RODAMAR & A. HOUGASSIAN, « Revolutionaries of bargainers ? Negotiators for a new international economic order », in *World Politics*, n° 3, 1983 / J. DE LAROSIÈRE, *Croissance économique, dette extérieure et coopération internationale*, allocution du directeur général du F.M.I., Atlanta, 28 oct. 1986, in *Bulletin du F.M.I.*, 8 déc. 1986 / O.C.D.E., *Twenty-Five Years of Development Co-operation*, Paris, 1985 / *Rapport sur le développement dans le monde 1986*, Banque mondiale, Washington, 1986.

Universalia 1984

C.N.U.C.E.D. (la conférence de Belgrade : un échec ?), D. Sidjanski.